



BOURSE DE PARIS / CAC40
+0,52 % / 3 157,34 PTS

Transaction: 2 642 421 530€ -12,12%

Les 3 plus fortes Les 3 plus basses

BNP PARIBAS ACT.A	ALCATEL-LUCENT
AXA	EADS
ACCOR	PEUGEOT

BOURSES DU MONDE

New York Dow Jones	11 616,18	+0,34 %
New York Nasdaq	2 638,62	-0,71 %
Londres Footsie 100	5 450,49	+0,74 %
Tokyo Nikkei	8 772,54	+0,35 %



GRANDE DISTRIBUTION Le fonds d'investissement américain Knight Vinke appelle au débarquement du PDG de Carrefour, Lars Olofsson (photo), responsable à ses yeux des mauvais résultats du groupe (5 avertissements sur résultats en un an), dans une lettre ouverte publiée dans *le Monde* daté d'aujourd'hui. Le fond, propriétaire de 1,5 % du capital de Carrefour, dénonce «de

graves problèmes de gouvernance» et accuse Olofsson, d'être «*judge et partie*» dans la conduite du plan «Planet», qui prévoit de passer la moitié des hypers européens du groupe sous la bannière Carrefour Planet. PHOTO REUTERS

SNCF Le chiffre d'affaires de la SNCF a progressé de 7,1 %, à 24,19 milliards d'euros sur les neuf premiers mois de l'année, grâce à l'activité grandes lignes et TGV (+8,7 %), tandis que le fret (-1,1 %) est affecté par la crise.

APPLE L'action a chuté hier en raison de résultats décevants. Sur un an, la marque à la pomme a tout de même enregistré un bénéfice net de 25,22 milliards de dollars (18,3 milliards d'euros). Et, pour la première fois de son histoire, elle a passé le cap des 100 milliards de dollars de produits vendus en un an, à 108,25 milliards de dollars.

LES GENS



LE MINISTRE AUSTRALIEN MARTIN FERGUSON, CASSANDRE CLIMATIQUE

Le monde se prépare un avenir «*terrible*» s'il ne fait rien face à l'envolée «*énorme*» de la demande d'énergie: le ministre australien de l'Énergie, Martin Ferguson, qui présidait hier la réunion de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) à Paris, s'est fait Cassandre pour alerter l'opinion sur le double risque du réchauffement climatique et de la pénurie d'énergie qui menace, selon lui, l'humanité. «*Sans action beaucoup plus forte, la demande mondiale d'énergie va continuer sur sa tendance de hausse à long terme avec les carburants fossiles représentant l'essentiel de la hausse*», a-t-il prédit. Selon l'AIE, la demande mondiale en énergie va bondir de 35 % au cours des 25 prochaines années, surtout du fait de l'Inde et de la Chine. Et il faudra investir 27 000 milliards d'euros d'ici à 2035 pour y répondre sans envolée des prix. Pour éviter le scénario d'un réchauffement de 3,5 degrés de la planète, il faudrait par ailleurs réorienter massivement ces investissements dans les énergies vertes et la capture de CO₂... sans abandonner le nucléaire, a prévenu Ferguson. PHOTO REUTERS



Fin de l'intervention à l'agence Beaumarchais (Paris XI^e), lundi. PHOTO VINCENT NGUYEN. RIVA PRESS

A Pôle Emploi, «insultes et gifles» au quotidien

SOCIAL La prise d'otages survenue lundi à Paris révèle le malaise des salariés depuis la fusion ANPE-Assédic.

À 8 h 30 hier matin, la prise d'otages de lundi est encore dans toutes les têtes à l'agence Beaumarchais de Pôle Emploi, dans le XI^e arrondissement de Paris. Les conseillers sont réunis à côté de la machine à café. Ils ne savent pas s'ils vont reprendre le travail. «*La direction ne nous a rien dit. Moi, je ne veux pas reprendre le service, je ne me sens pas en sécurité*», s'exclame Joëlle, masquant son inquiétude derrière un sourire. La journée de lundi a traumatisé tout le monde. Sous la menace d'une arme à feu factice, un forcené a séquestré, pendant trois heures, la directrice et le sous-directeur de l'agence, avant de se rendre à la police. Fleur, la conseillère entrée la première en contact avec le preneur d'otages, n'est pas venue. «*Elle est très secouée. Je pense qu'elle va se faire arrêter, peut-être déclencher un accident du travail. C'est un choc psychologique*», explique un salarié.

«**Désorganisés.**» Dans la rue Pelé, une dizaine d'usagers attendent. Le rideau se lève, les demandeurs d'emploi entrent. Dix minutes s'écoulent, puis la directrice de l'agence donne l'ordre de fermer à nouveau l'accueil. Les salariés viennent d'exercer leur droit de retrait, comme la loi les y autorise lorsque l'on se retrouve «*confronté à un danger grave pour sa vie ou pour sa santé*».

Une psychologue retrouve le personnel à la cafétéria, leur annonce qu'elle va les recevoir toute l'après-midi par petits groupes. «*Il faut que ceux qui étaient là pendant la prise d'otages se déchargent de leurs émotions, parlent de ce qu'ils ont vécu*», dit-elle. Leila, qui fait partie des salariés évacués par la police lors des premières minutes de la prise d'otages, prend la parole. Les représentants syndicaux sont là. Depuis la fusion des Assédic et de l'ANPE en 2009, le malaise est patent. Les revendications du personnel remontent à la surface. «*Nous ne sommes*

«**Nous ne sommes jamais plus de deux à l'accueil. Tout le monde ici y va avec la boule au ventre.**»

Leila employée de l'agence Beaumarchais

«*jamais plus de deux à l'accueil. Tout le monde ici y va avec la boule au ventre. On nous insulte, on se prend des gifles, tout ça parce qu'à Pôle Emploi, tout est désorganisé. On subit un manque de moyens, on gère chacun une centaine de demandeurs d'emploi et, souvent, les agents ne sont pas bien formés...*» Les larmes aux yeux, Leila s'arrête. «*Il faut que cela change!*»

Et de réclamer la création de postes à l'accueil – un pour le placement, un pour l'indemnisation et un pour les reports de rendez-vous. «*Il faut aussi maintenir et titulariser*

les trois CDD et les deux contrats aidés qui travaillent ici», lance Luc. Les revendications seront transmises à la direction régionale.

«**Solidarité.**» Pendant ce temps, un Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) exceptionnel se tient à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), au siège de Pôle Emploi Ile-de-France. Dans la région, «*par solidarité*», 17 agences sur 250 ont fermé, les salariés exerçant leur droit de retrait. «*Le comité a décidé de mettre en place, très vite, un plan de sécurité pour éviter que ce genre d'événement se reproduise*», annonce Christophe Ribeiro, secrétaire du CHSCT.

À 11 heures, les salariés de l'agence Beau-

marchais mettent fin à leur droit de retrait. Mais Yves Dubrunfaut, le directeur de Pôle Emploi Ile-de-France, a accepté leur requête: ils ne rouvriront pas l'après-midi. Le temps, notamment, de parler à la psychologue. Philippe Cagnant, le sous-directeur de l'agence, était l'un des otages de Christian Denisot, le forcené au faux Beretta. Il veut relativiser. Pour lui, «*il y a, certes, des problèmes d'organisation*» depuis la création de Pôle Emploi. «*Mais cela s'arrangera avec le temps*», promet-il.

FABIEN SOYEZ

1%

C'est la croissance du PIB allemand pour 2012 contre 1,8 % prévu. Berlin a revu à la baisse ses objectifs, suite à la crise de la zone euro. Cette année, l'Allemagne devrait toutefois encore afficher une croissance de 2,9 % grâce à la bonne tenue de ses exportations.

LE RAPPORT

LA FRANCE FAIT LE PLEIN DE MILLIONNAIRES

Crise ou pas, la France, toujours 4^e au palmarès des pays les plus riches du monde, continue de fabriquer des millionnaires à la pelle. Selon l'étude annuelle de Credit suisse sur l'état de la richesse dans le monde, ce cercle d'ultraprivilegiés compte 400 000 membres de plus qu'en 2010, soit 2,6 millions de millionnaires français en dollars. Un million de plus qu'au Royaume-Uni... Ce surclassement des riches hexagonaux est d'abord affaire de patrimoine immobilier, puisqu'étroitement lié à la flambée de la pierre et à l'euro fort. La répartition de la richesse moyenne (90 271 dollars par ménage, soit 65 700 euros) s'en trouve modifiée au profit des propriétaires: en 2011, les Français sont 48,8 % à avoir un patrimoine net moyen supérieur à 100 000 dollars (contre 39,7 % en 2010). Ils ne sont plus que 35,8 % à disposer d'un patrimoine net moyen compris entre 10 000 et 100 000 dollars (contre 49,4 % en 2010). Les plus pauvres (entre 1 000 et 10 000 dollars de patrimoine net) sont proportionnellement un peu plus nombreux (14,9 % contre 10,5 % en 2010). La France d'en bas, elle, connaît la crise. N.R.

«**Sortir du nucléaire, c'est la fin de l'indépendance énergétique [...], plus d'émission de CO₂, et une électricité beaucoup plus chère.**»

Le ministre de l'Industrie, Eric Besson hier, lors de son audition par la commission des affaires économiques à l'Assemblée